



République d'Haïti
Repiblik d'Ayiti

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DES RESSOURCES NATURELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL**

**MINISTÈ AGRIKILT
RESOUS NATIRÈL
AK DEVLOPMAN RIRAL**

BILAN DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES AU NIVEAU DU SECTEUR AGRICOLE

MARNDR

Février 2011

LE MOT DU MINISTRE

A tous ceux que la question intéresse, j'ai le plaisir de présenter en ce mois de mai 2011, un bilan des réalisations du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, suite à trois gouvernements successifs dont j'ai été membre entre septembre 2006 et septembre 2008 comme Secrétaire d'Etat et entre septembre 2008 et mai 2011 comme Ministre.

Il s'agit non seulement de communiquer une image réelle du Ministère et du secteur à un moment délicat de la vie sociopolitique de notre pays où cette démarche paraît techniquement et moralement importante, mais aussi d'indiquer des pistes à suivre pour sauvegarder les fondamentaux de la nouvelle gouvernance imprimée au Ministère et pour assurer un suivi normal des dossiers en cours, ainsi que le maintien relatif de certaines dispositions essentielles arrêtées pendant cette période, dans une logique simple d'éviter tout éventuel chambardement, et de tenter d'enrayer cet éternel recommencement qui, de l'avis de tous, a fait tant de torts au secteur et au pays.

La production de ce document peut être assimilée par beaucoup à une approche inhabituelle, originale, ou alors peut-être même inopportune, mais elle ne fait en définitive que traduire l'esprit de communication et de transparence qui caractérise cette nouvelle gouvernance du secteur depuis la fin de 2006.

Il semble de bon ton de signaler la nécessité d'une attention spéciale pour la valorisation des acquis provenant des réflexions produites au sein du Ministère et avec les partenaires nationaux et internationaux du secteur agricole. Les éléments de politique ainsi définis, de même que le « Plan National d'Investissement Agricole » élaboré et validé avec la participation d'acteurs locaux et d'institutions internationales, devraient continuer à constituer la trame du cadre stratégique d'opération au Ministère, à côté de documents essentiels tels le « Plan National de Sécurité Alimentaire et de Nutrition » (PNSAN) et le « Plan Directeur de Vulgarisation Agricole ».

J'en profite pour adresser mes plus vifs remerciements à mes supérieurs hiérarchiques, en l'occurrence le Chef de l'Etat et le Premier Ministre, aux Collègues du Gouvernement, aux grands commis de l'Etat, pour leur collaboration empressée et leur soutien de tout instant. Je voudrais remercier aussi mes collaborateurs immédiats au Cabinet, aux Secrétariats d'Etat et à la Direction Générale, les Directeurs Techniques, les Directeurs Départementaux, les Directeurs et Coordonnateurs de Projets, le personnel technique et administratif, tous les cadres et employés du MARNDR qui n'ont cessé de contribuer au bon fonctionnement du Ministère et qui m'ont accompagné dans l'accomplissement de la mission qui m'était incombée.

Un Grand Merci à Tous ! Mon vœu le plus cher est que le Ministère de l'Agriculture, grâce au travail de ses dirigeants, fonctionnaires et employés, grâce à leur intelligence, à leur efficacité et à leur probité, connaisse des lendemains glorieux en contribuant effectivement au développement du monde rural, au bien-être des acteurs locaux et à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans tout le pays.

Joanas GUE
Ministre

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I- CONTEXTE DE L'INTERVENTION

1.1 Bref rappel des traits dominants de l'agriculture haïtienne

1.2 Les faits marquants de la période

II- BILAN DES INTERVENTIONS DU MARNDR AVANT LE SEISME DU 12 JANVIER 2010

2.1 Efforts de relance de la production agricole

2.2 Actions structurantes et de renforcement institutionnel

2.3 Programme d'urgence pré-cyclonique

III- PRINCIPALES REALISATIONS DU MARNDR APRES LE SEISME

3.1 Préparation de documents d'orientation et de plaidoyer pour le secteur agricole

3.2 Appuis aux campagnes agricoles

3.3 Réhabilitations physiques

3.4 Coopération/Partenariat pour la mise en œuvre de programmes et de projets

IV- LES PROJETS DU MARNDR EN COURS D'EXECUTION

V- LES PROJETS DE L'EXERCICE 2010-2011 SOUS FINANCEMENT DU TRESOR PUBLIC

VI- LES PROJETS EN COURS D'ELABORATION OU DE NEGOCIATION

VII- PERSPECTIVES ET INDICATIONS POUR L'AVENIR

ANNEXE : AUTRES PROJETS EN EXECUTION DANS LES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES AGRICOLES

INTRODUCTION

Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural établit, à travers le présent rapport, un bilan des réalisations de l'Institution pendant la période allant de mai 2006 à janvier 2011 correspondant aux trois gouvernements conduits successivement par les Premiers Ministres Jacques Edouard ALEXIS, Michèle DUVIVIER PIERRE-LOUIS et Jean-Max BELLERIVE.

Le présent document est élaboré dans un triple objectif. Il s'agit d'abord de mettre en exergue l'action conduite par le Ministère durant la période indiquée, sur la base des grandes lignes d'actions établies, ainsi que des programmes, projets et activités mis en œuvre. Il s'agit aussi de faire ressortir l'articulation entre les actions conduites en réponse à des problèmes conjoncturels (prix exorbitants des intrants, cyclones ou tremblement de terre...) et celles à caractère structurant. Il s'agit enfin d'informer sur les programmes et projets en cours d'exécution et d'étiqueter les dossiers importants devant faire l'objet de suivi dans une perspective de valorisation continue du cadre stratégique et de pérennisation des actions essentielles du Ministère. Ce document comprend globalement trois grandes parties :

- La première partie établit les antécédents en faisant un bref rappel du contexte de l'intervention rappelant les traits dominants de l'agriculture haïtienne et citant les événements majeurs ayant marqué la période;
- La seconde fait une présentation méthodique des actions entreprises et des réalisations physiques ou non-matérielles, ainsi qu'une description claire de la situation tant avant le séisme du 12 janvier 2010 qu'après ce cataclysme ;
- La troisième et dernière partie traite brièvement des perspectives les plus pertinentes, compte tenu des grandes orientations actuellement imprimées au secteur et souligne les dossiers les plus importants méritant de retenir l'attention des nouveaux dirigeants appelés à prendre en charge en 2011 les destinées du Ministère de l'Agriculture et la gestion prochaine du secteur.

I- LE CONTEXTE DE L'INTERVENTION

En préalable à la présentation des actions conduites par le Ministère de l'Agriculture de mai 2006 à nos jours, il paraît opportun de revenir brièvement sur le point de départ pour rappeler certaines caractéristiques de l'agriculture haïtienne et les principaux événements qui ont marqué la période.

1.1- Bref rappel des traits dominants de l'agriculture haïtienne

La structure de l'économie haïtienne est toujours caractérisée par une importante base agricole en dépit d'une réduction progressive de l'importance de celle-ci (de 35% du PIB en 1994 à environ 25% actuellement). Cette structure est différente de celle de l'ensemble de la région d'Amérique Latine et Caraïbes où la croissance des secteurs secondaire et tertiaire a réduit la part de l'agriculture à moins de 9% du PIB (11% en République Dominicaine). L'agriculture continue de jouer un rôle clé dans l'économie haïtienne et représente environ 50 % de l'ensemble des emplois, 2/3 des emplois dans les zones rurales. L'agriculture joue également un rôle déterminant dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Elle est, selon les données rendues disponibles par MARNDR/FAO en février 2010, pratiquée par un peu plus de 1.000.000 exploitations agricoles disposant en moyenne de moins de 1,5 ha de terre divisé en plusieurs parcelles.

Le pays est essentiellement montagneux avec plus de la moitié des terres possédant des pentes supérieures à 40%. Les plaines occupent seulement 20% de la superficie totale du pays avec 550 000 ha. Selon certaines statistiques disponibles, le potentiel d'irrigation au niveau national se situerait entre 135 000 et 150 000 ha ; cependant seulement 80.000 ha sur 90 000 ha aménagés seraient effectivement irrigués. Les systèmes d'irrigation ont subi à travers le temps des détériorations successives imputables au manque d'entretien et aux cyclones périodiques.

La diversité des écosystèmes permet aux agriculteurs le développement d'une large gamme de cultures. L'étude filière financée par la BID en 2005 a établi une douzaine de filières ou groupes de filières prioritaires pour lesquelles des appuis publics sont censés avoir la plus grande efficacité en termes de développement de l'économie rurale. Parmi les produits les plus porteurs, figurent le riz, la banane, le pois congo, les légumes, les tubercules, les produits laitiers, les poulets indigènes, des filières d'exportation comme le café, le cacao, les mangues, les tubercules, les huiles essentielles, des filières pouvant toutes contribuer significativement à la création de richesse. A côté de l'agriculture, la majorité des ménages ruraux pratiquent l'élevage. La pêche est une activité très importante pour de nombreux ménages, occupant à temps plein ou partiel plus de 50 000 d'entre eux. Le pays dispose de près de 1700 km de côtes et de 22 000 ha d'eaux continentales.

En dépit de son importance dans l'économie nationale, le secteur agricole est caractérisé par une faible productivité et affronte des contraintes de divers ordres. La faible performance économique du secteur s'explique par plusieurs facteurs : le milieu naturel avec une topographie difficile sur la majeure partie du territoire et une forte dégradation des sols; la petite taille des exploitations; le régime foncier faiblement sécurisé; un manque d'infrastructures agricoles et rurales, y compris les infrastructures d'irrigation et de drainage, les routes d'accès secondaires, des infrastructures de stockage et de transformation, un faible niveau d'investissement dans l'élevage et la pêche, une libération trop rapide de la politique commerciale extérieure; un système financier rural peu développé; le manque d'infrastructures en milieu rural; et l'absence d'une politique durable de développement de services publics agricoles (recherche, vulgarisation,

formation, protection zoo et phytosanitaire, etc.), une politique budgétaire défavorable avec relativement peu de ressources publiques allouées aux secteur agricole.

Malgré les difficultés et ce contexte défavorable, certains créneaux de production (cafés de qualité, œufs, produits laitiers pour le marché intérieur, mangues pour l'exportation, produits biologiques, ignames et patates douces,...) ont montré ces dernières années une grande vitalité.

1.2- Les faits marquants de la période

En plus des contraintes quasi permanentes pesant sur l'agriculture haïtienne et évoquées précédemment, en 2008 Haïti a été victime des conséquences de la crise liée à la flambée des prix alimentaires au niveau international. En 2007 déjà, la FAO avait observé une augmentation des prix alimentaires de l'ordre de 50%. Cette flambée des prix alimentaires et pétroliers associée au crash financier mondial de 2008, est en grande partie responsable de l'ensemble des émeutes déclenchées au printemps 2008 dans les pays en développement, en particulier ceux à faibles revenus comme Haïti. Cette crise aggravée par des causes conjoncturelles et structurelles internes à notre pays a fini par déboucher sur les émeutes d'avril 2008 dites de la faim en Haïti. Cette situation maligne s'est amplifiée par le passage de quatre (4) cyclones sur Haïti en août-septembre 2008. Ce cocktail d'événements malheureux a considérablement affecté l'économie haïtienne, avec notamment des dégâts considérables dans le secteur agricole (229 Millions de dollars US, selon la CNSA). Les efforts du Gouvernement haïtien, à travers le Ministère de l'agriculture, avaient permis en 2009 une augmentation de la production agricole entraînant une diminution substantielle de l'insécurité alimentaire des ménages urbains et ruraux. Haïti a été, une fois de plus, frappée par une catastrophe naturelle. Il s'agit cette fois-ci d'un séisme dévastateur de magnitude 7.3 survenu le 12 janvier 2010. Il a eu pour conséquences d'accroître la pression sur les ressources (compte tenu du déplacement massif des populations vers les provinces) avec la décapitalisation des petits agriculteurs et l'accroissement de l'insécurité alimentaire. Les défis du moment exigeaient un train de mesures appropriées allant d'actions conjoncturelles pour faire face aux urgences à la définition d'éléments de politique et de plans et programmes à caractère structurant pour un plus long terme. Les deux prochaines rubriques de ce document font état des actions essentielles conduites par le Ministère de l'Agriculture tant avant qu'après le séisme du 12 janvier 2010.

II- BILAN DES INTERVENTIONS DU MARNDR AVANT LE SEISME DU 12 JANVIER 2010

En référence aux déclarations de politique générale des trois Premiers Ministres ayant dirigé le Gouvernement pendant la période concernée par ce rapport-bilan et aux lignes directrices consignées dans le Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP), le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) a entrepris des efforts pour relancer la production agricole à l'échelle du pays, et enclenché des actions structurantes et de renforcement institutionnel. Il a par ailleurs coordonné la mise en œuvre d'un programme d'urgence pré-cyclonique.

2.1 Efforts de relance de la production agricole

En vue de la relance de la production agricole, les actions du gouvernement dans le domaine de l'agriculture ont été mises en œuvre aussi bien au niveau des projets déjà en exécution au MARNDR que dans le cadre du programme d'urgence post cyclonique, suite aux catastrophes naturelles survenues en été 2008.

L'accès aux intrants, aux outils et aux équipements agricoles est une des conditions pour que les agriculteurs puissent appliquer les techniques qui doivent leur permettre de produire plus et d'augmenter leurs revenus. Ainsi, des appuis ont été fournis à la réalisation de campagnes agricoles de 2006-2008 se manifestant par l'acquisition et la distribution à prix subventionné de 12.000 outils aratoires, 32.000 TM d'engrais chimiques, 180 TM de semences de haricot et 340 TM de semences de maïs, sorgho, pois congo, et 377.000 boutures d'igname et bananiers. Il est par ailleurs mis en place un programme de multiplication des plants de banane résistants à la Sigatoka. Une technique de pièges a été également développée pour contrôler le charançon (*Cylas formicarius*) qui cause des dégâts importants sur la culture de patate douce, ce qui a fait passer le rendement de 5 tonnes à 15 tonnes à l'hectare. De plus, un autre programme a mis en œuvre des pièges pour contrôler les mouches qui envahissent les manguiers et le scolyte du café, les deux principales cultures d'exportation d'Haïti.

Le programme d'urgence a été financé par le Fonds PETROCARIBE à hauteur de 36.750.000 dollars américains. Il a permis d'exécuter des activités liées à la réhabilitation des infrastructures d'irrigation, à la protection des berges et au curage de rivières, à la correction de ravines, à l'acquisition et la distribution de semences et d'outils agricoles, à l'acquisition d'équipements agricoles et d'engrais chimiques et à la production Animale (y compris la pêche et l'aquaculture). Ce programme a été mis en œuvre dans le cadre d'une stratégie qui contractualise la plupart des activités à des organisations de base ou à des opérateurs prestataires de services en utilisant le gré à gré. Les principaux résultats quantitatifs et les impacts obtenus sont présentés au tableau suivant par type d'activités.

ACTIVITES MENEES ET RESULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'URGENCE POST CYCLONIQUE

Activités	Zones d'intervention	Résultats quantitatifs obtenus	Effets/Impacts
Protection de berges et curage de rivières	Plaisance, Pilate, Grande Rivière du Nord, Milot, Fronfrède (Cayes)	- 25 kilomètres de lits de rivières protégés	- 91.000 personnes/jour d'emplois créés /Injection de fonds dans le milieu - Diminution des risques d'inondation des zones touchées
Entretien et réhabilitation des infrastructures d'irrigation	10 départements du pays	- 2.126 km de canaux et drains curés ou re profilés - Une trentaine de barrages réhabilités et rendus fonctionnels - Des pompes d'irrigation réparées et rendues fonctionnelles	- 655.000 personnes-jour d'emplois créés, soit 16.375 personnes durant 2 mois ou 32.750 personnes-mois - 106 périmètres remis en eau totalisant 57.000 hectares - Augmentation de 30 à 40 % du rendement du riz et du haricot
Corrections de ravines	Différentes communes du pays	- 460 kilomètres de ravines traités	- 951.420 personnes/jour d'emplois créés, soit 23.700 personnes durant 2 mois ou 47.400 personnes-mois
Mise à disposition d'intrants et d'outils	Différentes zones de production agricole	- 530 tonnes de semences de haricot distribuées à prix subventionné (de 60 à 100%) - 1140 tonnes métriques de haricot - 740 tonnes de maïs distribuées - 184 tonnes de semences de riz fournies - 1.148.000 drageons de bananiers - 400.000 boutures d'igname - des kits d'outils distribués - 87 000 tonnes d'engrais	- Meilleure disponibilité des intrants - Réduction des coûts de production des cultures - Augmentation de l'offre alimentaire - Baisse significative au niveau du prix du riz dans l'Artibonite (en 2009)

ACTIVITES MENEES ET RESULTATS OBTENUS DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'URGENCE POST CYCLONIQUE			
Activités	Zones d'intervention	Résultats quantitatifs obtenus	Effets/Impacts
Distribution d'équipements agricoles (tracteurs, pompes d'irrigation)	Différentes régions agricoles du pays	- 267 tracteurs achetés et distribués - 440 motoculteurs achetés et distribués - 500 pompes d'irrigation distribuées	- une réduction d'environ 50% des coûts de préparation des sols - l'accroissement de la vitesse de préparation du sol - respect des calendriers culturaux - amélioration du revenu des producteurs
Appui à l'élevage et à la pêche	Différentes régions agricoles du pays	- 45 800 pondeuses rustiques produites et livrées - 155 unités d'élevage de 150 poulets de chair mises en place dans les zones péri urbaines - 90.190 poussins d'un jour produits et 90% distribués - 8000 chèvres sont distribuées aux personnes sinistrées - 2 500 000 poissons sont produits - 5302 pêcheurs de 27 associations sont équipés en Dispositif de Concentration de Poissons (DCP) - 5 fromageries sont construites - Matériels et médicaments distribués - Des animaux sont vaccinés	- Contribution à la reconstitution du cheptel caprin, avicole et piscicole, permettant à 105.000 producteurs de faire face aux obligations scolaires et aux urgences familiale - Augmentation de 20% de la production d'œufs industriels (passant de 1 million à 1.2 million)

Il faut aussi compter les distributions réalisées dans le cadre du PACT-PV (Plan d'action à court terme d'appui à la production vivrière) mis en œuvre par la FAO sous la supervision du MARNDR. Elles totalisent 1.225 TM de semences de haricot, 1.745 de maïs et de riz, 3.000.000 boutures de patate, 1.750.000 boutures de manioc, 89.000 outils et 100 silos à grains, facilitant ainsi la réalisation des principales campagnes agricoles.

Ces différentes actions, liées à une bonne pluviométrie pour l'intersaison, ont permis une augmentation sensible (environ 25%) de la production agricole de printemps 2008 par rapport au printemps 2009 et subséquemment une réduction du coût des produits de première nécessité (rapport du CNSA avril-septembre 2009). De 2.5 millions de personnes en avril 2008, le nombre de personnes en insécurité alimentaire est passé à 3.3 millions en novembre 2008 suite aux effets dévastateurs des ouragans (Fay, Gustave, Hanna, Ike) pour afficher une tendance à la baisse tout au long de l'année 2009 et se maintenir finalement à hauteur de 1.9 millions en septembre 2009.

2.2 Actions structurantes et de renforcement institutionnel

Parallèlement aux activités liées à la conjoncture et aux urgences, le MARNDR a entrepris aussi un certain nombre d'interventions visant une meilleure structuration et une organisation plus rationnelle du Ministère de l'Agriculture. Il convient de citer :

- L'enquête Exploitation du **Recensement Général de l'Agriculture** lancée au début du mois de mars 2009 au niveau de toutes les sections communales du pays. Cette activité mobilise 1222 personnes dont 933 enquêteurs, 172 contrôleurs et 17 superviseurs. Selon les données rendues disponibles en février 2010, l'agriculture est aujourd'hui pratiquée en Haïti par un peu plus de 1.000.000 exploitations agricoles.
- Le **Programme d'Informations Territoriales pour le Développement Durable** qui est exécuté conjointement par le Centre National de l'Information Géo-Spatiale et l'Unité d'Etudes et de Programmation du MARNDR. Ce programme vise la mise sur pied d'un système intégré d'informations agricoles et de sécurité alimentaire.
- Le **renforcement d'entités du MARNDR**, notamment de l'Unité d'Etudes et de Programmation, conformément au décret de 2005 portant Organisation de l'Administration Centrale de l'Etat.
- La **nomination de nouveaux responsables à la tête des Directions Départementales Agricoles**, suite à l'appel à candidatures lancé par le MARNDR et paru dans le Journal le Nouvelliste durant la semaine du 12 juillet 2009
- L'**élaboration d'une version préliminaire du document de politique agricole** et la concertation avec les principaux partenaires du secteur en vue de sa finalisation

- **La relance et le renforcement, dans tous les départements du pays, des tables sectorielles de concertation**, où tous les acteurs du secteur agricole (ONG, organisations paysannes et de producteurs, secteur privé et représentants des collectivités territoriales) se réunissent mensuellement avec les responsables du Ministère de l'Agriculture pour coordonner les interventions dans le secteur.

La tenue d'une série de Fora Thématiques sur :

- Crédit rural
- Irrigation
- Pêche et aquaculture
- Élevage et environnement
- Production et transformation du lait
- Apiculture
- Aviculture
- Santé animale

Avec la participation du secteur privé, d'ONG, d'organisation de producteurs, paysannes et de pêcheurs, d'institutions universitaires, ces fora ont permis **d'élaborer des textes et documents stratégiques** pour les plans de développement de ces secteurs.

- **La consolidation des Observatoires départementaux** du Nord, du Nord-est, du Sud, du Sud-est et de la Grande-Anse avec la mise en place d'un secrétariat technique pour le suivi, la coordination et la concertation sur la problématique de l'insécurité alimentaire.
- **La reprise des rencontres mensuelles des tables sectorielles agricoles (TSA)** avec la participation des principaux partenaires du secteur au niveau stratégique (Bailleurs de fonds, agences techniques multi et bilatérales, etc.)
- **L'organisation d'une quinzaine de rencontres thématiques** à raison d'une quinzaine de cadres/rencontre en relation avec les grandes orientations et la vision du secteur agricole et aussi avec le Plan d'action pour le relèvement et le développement national d'Haïti (PARDNH).
- **Le renforcement des capacités de certaines organisations paysannes** à travers des sessions de formation sur les pratiques culturales, la production de compost et la gestion d'organisations.
- ***Production et transformation du lait :***

Le réseau de mini unités de transformation de lait (laiterie-fromagerie), conçues pour appuyer les organisations de producteurs de lait du pays, a presque triplé au cours du quinquina. A partir de fonds publics, de fonds de la coopération externe et ceux d'ONG, 21 nouvelles laiteries/fromageries sont soit entrées en fonctionnement, soit construites ou sont en chantier et entreront en production sous peu. Elles se trouvent dans les zones et localités suivantes : Forêt des Pins, Grison Garde, Ferrier, Marmelade, Hinche, Cap Rouge, Arcahaie et Saint Marc, Gonaïves (Soukri et Badio), Belladère, petite Rivière des Nippes, Pichon, Grand Grosier,

Chantal, Jérémie, Plaisance, Damien, Gressier, Campérin, Mirbalais et Ouanaminthe. Près de 800 producteurs sont actuellement concernés et leur nombre triplera dans les trois prochaines années. Les produits laitiers fabriqués servent en grande partie à alimenter le programme des cantines scolaires du Ministère de l'Éducation Nationale.

- ***Santé animale***

Pour protéger les animaux et éviter la transmission de maladies des animaux vers les hommes, le Ministère a poursuivi les programmes de vaccinations des animaux, de surveillance épidémiologique et d'éducation des éleveurs. Les GSB (Groupe pour la Santé des Bêtes) sont la base du programme de santé animale. Les GSB sont des comités présents dans chaque section communale. Chacun de ces comités est composé d'un agent vétérinaire paysan, d'un représentant des associations d'éleveurs et des autorités locales (CASEC ou ASEC). C'est le GSB qui organise les campagnes de vaccinations des animaux et d'éducation de la population aux maladies. Il existe déjà 350 GSB actifs qui ont été renforcés.

- ***Pêche et aquaculture***

Avec 1.700 kilomètres de côtes, Haïti est le deuxième pays des Caraïbes, après Cuba, avec le plus fort potentiel de développement de la pêche côtière. Mais la situation actuelle des pêcheurs est très difficile. La plupart des pêcheurs sont mal équipés pour naviguer comme pour pêcher. C'est la principale raison pour laquelle ils épuisent les stocks de petits poissons à proximité des côtes. Ils pêchent tout ce qu'ils peuvent, petits et gros poissons sans distinction, alors que plus au large ils existent des quantités de gros poissons que personne n'arrive à pêcher. Ainsi, le Ministère a fait la promotion des DCP partout où c'est possible afin de permettre aux pêcheurs de prendre de plus gros poissons. DCP signifie Dispositif de Concentration des Poissons. Il s'agit de radeaux faits de cordes qui flottent sur la mer. Ces radeaux attirent les petits poissons qui viennent y chercher à manger et de l'ombre. Ces petits poissons attirent à leur tour des gros poissons qui pourront être pêchés par les pêcheurs. Le Ministère de l'Agriculture et ses partenaires ont déjà installé plus de 70 DCP dans tout le pays.

De plus, Haïti dispose d'un important potentiel de développement de l'aquaculture et de la pêche en lac. Après Cuba, Haïti est le pays des Caraïbes qui possède le plus de ressources en eaux intérieures. La moitié de ces ressources est constituée de lacs d'eau douce couvrant une superficie totale de 11 000 ha. L'autre moitié correspond à des lacs d'eau saumâtre, indépendants de la mer, pour une superficie totale équivalente.

Pour développer l'aquaculture, le MARNDR a appuyé la production d'alevins pour l'ensemencement des lacs et l'élevage en bassins et continuer le programme qui a permis la construction de 70 lacs collinaires.

- ***Recherche, formation, développement***

Le Ministère a commencé à restructurer certains centres de recherche et de formation à Savane Zombi, Lévy, Dondon et Baptiste pour recommencer à faire de la recherche pour l'agriculture. L'objectif est de mieux comprendre les difficultés du secteur afin de trouver des solutions adaptées aux conditions du pays et des techniques permettant d'augmenter la production agricole.

- ***Programme d'achats locaux***

Dans le cadre du plan national de sécurité alimentaire, le Ministère de l'Agriculture a animé un groupe de travail inter institutionnel pour la structuration d'un programme d'achats de produits agricoles locaux.

Après le tremblement de terre, le gouvernement a systématiquement demandé aux partenaires internationaux d'orienter les programmes d'aide alimentaire principalement sur l'alimentation scolaire en utilisant au maximum des produits alimentaires locaux. Une unité de facilitation des achats locaux a été créée au Ministère de l'Agriculture, qui avec le concours de la CNSA, a comme mission de mettre en relation tous les acteurs concernés. Certaines agences et bailleurs de fonds ont répondu avec enthousiasme. D'importantes opérations d'achat locaux de riz, de maïs et de lait sont menées grâce à des fonds du trésor public par le PNCS et des fonds de la coopération française et brésilienne en association avec le PAM et la Banque Mondiale. Plusieurs ONG nationales et internationales sont également impliquées dans ces types d'opérations qui doivent servir de levier à la production agricole nationale. Le Programme National des Achats locaux va être institutionnalisé et permettra non seulement d'approvisionner les cantines scolaires mais permettra aussi de renforcer les programmes nutritionnels de santé publique et la constitution des stocks de réserve en cas de catastrophes naturelles.

2.3 Programme d'urgence pré-cyclonique

Ce programme a été décidé par le Gouvernement haïtien en mars 2009 et exécuté conjointement par les Ministères de l'Environnement, des Travaux Publics et de l'Agriculture. La coordination est assurée par le MARNDR.

L'objectif principal du programme est la prévention des inondations provoquées par les crues annuelles dans la ville et la plaine des Gonaïves, les plaines de l'Arcahaie et de Cabaret, la région métropolitaine de Port-au-Prince, les villes de Léogane et de Jacmel. Suite aux inondations enregistrées à l'occasion des intempéries de mai 2009, le programme a été étendu aux villes de Saint Marc, de Grand Goave, des Cayes et à la côte sud jusqu'à Tiburon. De même des interventions sont opérées dans le Nord, à Grande Rivière du Nord et dans la ville du Limbé,

et dans l'ouest sur la Rivière Blanche au site de Ti Source dans la plaine du Cul de Sac. Dans l'Artibonite, les opérations ont été étendues au drain de l'Estère, à la rivière Bois à Verrettes et à Hatte Jumelle à Petite Rivière de l'Artibonite.

Initialement chiffré à 623.244.000 Gourdes, le budget du programme a été porté, suite à l'extension des interventions, à 1,5 milliard de Gourdes.

Les principales réalisations concernent entre autres les travaux de correction des lits des rivières (15.770 mètres), de protection de berges au moyen de murs de soutènement ou de gabions (sur 6.650 mètres), de curage (15.000 mètres), de traitement de ravines (65 kilomètres) et de construction de pistes agricoles (20 kilomètres).

III- PRINCIPALES REALISATIONS DU MARNDR APRES LE SEISME

Le Séisme du 12 janvier 2010 n'a pas affecté sévèrement ni les productions en cours, ni les structures de production. A l'inverse, il a provoqué des impacts dits alors indirects, qui ont contribué à renforcer davantage le rôle du secteur agricole dans la vie économique nationale.

Le Ministère de l'Agriculture a alors mis en œuvre quatre (4) groupes d'activités.

3.1 Préparation de documents d'orientation et de plaidoyer pour le secteur agricole

Du nombre de ces activités, il y a lieu de citer :

- L'élaboration d'un programme intitulé « **Programme spécial d'appui à la production alimentaire en réponse aux 4 cyclones de l'été 2008, au séisme du 12 janvier 2010 et à l'intégration des populations déplacées** »
- L'élaboration d'un **plan d'action**, dans le cadre du **PDNA** (Post Disaster Needs Assessment ou Evaluation des Besoins Post Désastre), reprenant en grande partie les composantes et les grandes lignes d'action du programme spécial préparé par le Ministère de l'Agriculture. La plupart des grandes lignes d'actions ainsi définies ont ensuite intégré le Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti.
- La **finalisation de la Politique de développement agricole 2010-2025** exposant entre autres la vision et les grands principes du développement du secteur. Il s'agit de renforcer à long terme le secteur agricole afin qu'il soit : (i) modernisé, (ii) fondé sur l'efficacité et l'efficacité de l'agriculture familiale et des entreprises agricoles ; (iii) productif et

compétitif sur les marchés locaux et internationaux, et qu'il assure la sécurité alimentaire de la population ; (iv) en mesure d'assurer la rentabilité des actifs investis dans le secteur ; (v) soucieux de l'environnement de manière durable ; (vi) capable de dégager des excédents pour le fonctionnement des entreprises agro-alimentaires.

- L'élaboration d'un **plan national d'investissement agricole**, avec des actions à court terme (jusqu'en septembre 2011) et à moyen-long terme (octobre 2011 à septembre 2016). Ce plan est articulé autour de trois grands axes d'intervention : (i) **développement des infrastructures rurales** (routes agricoles, irrigation, bassins versants, structures de collecte et de stockage), (ii) **production et développement des filières** (élevage, pêche et aquaculture, filières végétales, agriculture urbaine et périurbaine), (iii) **services agricoles et appui institutionnel** (recherche, formation, vulgarisation, protection zoo et phytosanitaire, accès à la terre, renforcement institutionnel). Le budget estimatif est d'environ 790 millions USD pour les 6 prochaines années.
- La préparation d'un **plan directeur de vulgarisation agricole** définissant entre autres les objectifs, les principes directeurs, les approches et outils, les rôles des acteurs, les axes prioritaires et les mécanismes de financement. Il s'agit là d'un instrument d'opérationnalisation devant aider à renforcer la production et la productivité agricole et préserver les ressources naturelles.

3.2 Appuis aux campagnes agricoles de 2010

Ces appuis se manifestent par :

- la mise en œuvre d'un programme de préparation de sols pour la campagne agricole de printemps 2010, avec l'appui de la République Dominicaine, des Etats Unis, du Brésil et de l'IICA. 6.000 hectares ont été ainsi labourés à prix subventionné à Savane Diane, Devarieux (Plateau central), la Plaine du Cul de Sac, la plaine des Cayes...
- l'acquisition et distribution de 97.000 tonnes d'engrais chimiques dans les principales zones de production du pays
- l'acquisition et la distribution de 1.500 TM de semences de haricot, 1.140 TM de semences de maïs et 1 148 000 drageons de bananiers avec les ressources du Trésor public. A quoi s'ajoutent les distributions faites dans le cadre d'un projet conduit par la FAO et le MARNDR. Elles concernent 179 TM de semences de haricot, 331 TM de semences de riz, 97 TM de maïs et plus de 150.000 outils aratoires.
- L'acquisition et la distribution de 400 motoculteurs et de 30.000 outils aratoires dans les principales plaines de production agricole du pays

3.3 Réhabilitations physiques

Les activités dans ce cadre consistent notamment en :

- L'évaluation, après le 12 janvier, de l'état des bâtiments logeant les bureaux du Ministère de l'agriculture
- La relocalisation provisoire de l'administration du MARNDR dans les locaux non affectés par le séisme
- La construction et l'équipement d'un nouveau local hébergeant les bureaux administratifs du MARNDR, avec l'appui du Canada, de l'Argentine et de Taiwan. L'inauguration a eu lieu le 8 juin 2010.
- L'aménagement d'un local équipés d'ordinateurs, d'imprimantes, de bureaux (don du Canada), la construction (en phase de finalisation) devant servir de cafétéria et de bureau additionnel pour l'administration, et la réhabilitation (en cours) en normes parasismiques du local de la Direction des infrastructures agricoles (DIA).
- L'aménagement de clôtures, d'espaces verts, de pistes de circulation en asphalte et pavés de béton, de canaux de drainage et de caniveaux et de trottoirs dans l'aire de localisation du ministère de l'agriculture
- La poursuite des actions liées au programme de prévention de la saison cyclonique 2010 et de renforcement des infrastructures de production agricole
- L'exécution des travaux de reprofilage sur la rivière la Quinte et travaux de protection dans d'autres zones (Grande Rivière du Nord, Cabaret, Léogane, Jacmel, Grand Goâve, Cayes, etc.)
- La réhabilitation de périmètres irrigués à Maribaroux et environs (500 hectares) ; aux Gonaïves et environs (+ 2000 hectares), Montrouis et environs (900 hectares), Arcahaie (1000 hectares), Bas Plateau (500 hectares) ; Cayes (3000 hectares) ; des actions du même genre sont en cours à l'ODVA, dans l'Ouest, les Nippes, le Sud-Est, le Nord-Ouest, le Centre, etc. Les travaux ainsi effectués ont permis une meilleure disponibilité de l'eau qui est l'un des premiers éléments pour augmenter la production agricole. Des appuis sont aussi fournis à la mise en place et au renforcement de structures d'organisations pour assurer la gestion des infrastructures d'irrigation. Des efforts sont en outre déployés au niveau de la gestion des bassins versants surplombant les infrastructures de production et qui sont fortement dégradés.

3.4 Coopération/Partenariat pour la mise en œuvre de programmes et projets

Ceci inclut :

- L'ajustement de certains programmes et projets en cours d'exécution par les partenaires
- Le lancement du Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Création d'Emplois dans les Zones rurales Touchées par le Séisme en Haïti (PASAC) dans l'Ouest et les Nippes, pour un montant de 3.5 M d'USD dont de 2.5 millions USD fournis par le FIDA.
- Le lancement des activités du projet RESEPAG (Renforcement des Services Publics Agricoles), financé par la Banque Mondiale et l'Etat haïtien à hauteur de 5 millions USD.

IV- LES PRINCIPAUX PROJETS DU MARNDR EN COURS D'EXECUTION

Différents projets sont en cours d'exécution sous la coordination du MARNDR et avec l'appui financier des partenaires au développement et du Trésor public. Ils sont présentés au tableau suivant. D'autres projets en exécution au niveau des différentes directions départementales agricoles sont présentés en annexe par département.

Titre du Projet	Zone d'intervention	Source externe de financement	Budget (en millions USD)	Objectifs poursuivis	Délai d'exécution
Intensification agricole	Vallée Artibonite	BID	54	Augmenter la production agricole et améliorer le revenu des agriculteurs de la Vallée de l'Artibonite	2003-2011
Intensification agricole	Ennery-Quinte	BID	27	Améliorer les revenus des ménages et la couverture arborée du bassin versant d'Ennery-Quinte	2006-2012
Développement de la petite irrigation	Nord-ouest et Nord-est	FIDA	27	Accroissement et sécurisation durables des revenus et conditions de vie des ménages ruraux pauvres	2008-2015
Production et de commercialisation de riz	Région de Torbeck	Taiwan	15	Assurer un meilleur revenu aux acteurs intervenant dans la filière riz dans la région de Torbeck par l'augmentation la production, la modernisation du processus de transformation et la commercialisation	2009-2012
Mitigation des désastres naturels	Sud et Nord	BID	30	Réduire la dégradation environnementale et les pertes dans le secteur agricole	2009-2014
Alerte précoce en cas d'inondations	Territoire national	BID	5	Renforcer la capacité du pays à détecter les risques d'inondations et prévenir les conséquences de tels risques, particulièrement les pertes en vies humaines	2007-2011
Recensement général de l'agriculture	Territoire national	UE/FAO	1	Actualiser les données sur les exploitations agricoles et asseoir un système d'information pouvant	2009-2011

				stimuler la croissance du secteur agricole	
Développement économique des filières	Territoire national	BID	17.8	Augmenter les revenus des ménages en milieu rural par l'augmentation des gains de productivité dans les filières rurales qui ont montré un potentiel de croissance durable	2007-2012
Renforcement des services publics agricoles	Sud et Sud-est	Banque Mondiale	5	Permettre au MARNDR de cibler les investissements en accord avec la politique sectorielle et d'améliorer les services d'appui agricole locaux	2009-2012
Réhabilitation d'un système d'irrigation et promotion de la production	Plaine de Maribaroux	BID/UE/AA	3.8	Contribuer à un accroissement rapide et durable de la production agricole	2007-2011
Sécurité alimentaire et gestion durable de l'environnement	Nord-est	UE/FAO	13	Créer des conditions favorables à la croissance par une meilleure gestion de l'eau et la diversification durable de la production agricole pour la population	2009-2011
Projet Environnement Transfrontalier	Ouest	UE	3.5	Renforcer la capacité de la population à gérer et valoriser les ressources naturelles notamment dans la région des lacs Azuëi et Enriquillo.	2009-2011
Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Création d'Emplois dans les Zones rurales Touchées par le Séisme en Haïti (PASAC)	Ouest et Nippes	FIDA	2.5	Contribuer à une augmentation rapide et durable de la production agricole, principalement vivrière, et des revenus des exploitants agricoles.	2010-2011

Production alimentaire et formation professionnelle des sinistrés déplacés à Savane Diane	Savane Diane	Taiwan	2	Contribuer à l'augmentation de la production, de l'emploi en milieu rural et à la génération de revenus	2010-2011
Amélioration de la productivité des cultures et des sols	Artibonite/Ouest	AIEA	1.2	Contribuer à augmenter l'offre alimentaire	2009-2014
Appui à la transformation des produits agricoles	National	Taiwan	2	Créer de la valeur ajoutée et réduire les pertes après récolte	2010-2011
Appui à la pêche maritime	National	Espagne	2	Augmenter la disponibilité en fruits de mer pour le marché local et l'exportation	2007-2011
Développement de l'aquaculture	Sud-est	Espagne	0.5	Développer durablement la production et la consommation de poissons issus de l'aquaculture	2009-2011
Pêche et aquaculture	National	Cuba	0.6	Développer durablement la production et la consommation de poissons issus de la pêche continentale et de l'aquaculture	2008-2013
Appui à la sécurité alimentaire et l'agriculture	Nippes	Brésil	4	Améliorer les revenus des populations défavorisées à travers l'augmentation de la production agricole	2009-2014
Projet Sectoriel Irrigation	Arcahaie, Montrouis	AFD	11	Assurer l'accès des populations rurales à l'eau d'irrigation pour garantir la production alimentaire lors des prochaines campagnes agricoles	2007-2011
Contrôle de l'érosion des sols	Forêt des Pins	AIEA	1	Contribuer à augmenter la résilience des écosystèmes et plus généralement et éviter la dégradation des conditions de vie de la population	2009-2014

L'ensemble de ces projets en exécution a obtenu des résultats significatifs qui sont les suivants :

- Des ouvrages d'irrigation sont construits, améliorant l'approvisionnement de l'eau sur les terres irriguées
- Des milliers d'utilisateurs de l'eau d'irrigation ont profité des formations en développement organisationnel, gestion de systèmes d'irrigation et résolution de conflits
- Les exploitants agricoles maîtrisent les différentes nouvelles techniques agricoles sur les cultures comme le riz, les légumes, la patate
- L'augmentation de l'accès aux intrants (semences, engrais) et services agricoles améliorés, assortie d'une baisse des prix, notamment de l'engrais (de 1.500 gourdes le sac de 100 livres en 2006 à 400 gourdes après le 12 janvier 2010).
- L'augmentation de la productivité et de la production des principales cultures. Par exemple, la production de riz est passée de 76.000 tonnes (en 2006) à 130.000 en 2010, celle du haricot de 50.000 tonnes (en 2006) à 76.000 (en 2010).

Toutefois, au cours des prochaines années, l'agriculture haïtienne devra encore répondre à une forte progression de la demande, conséquence de la poursuite de la croissance démographique.

V- LES PROJETS DE L'EXERCICE 2010-2011 SOUS FINANCEMENT DU TRESOR PUBLIC

Titre des projets	Localisation	Montant (Gourdes)
Appui à l'élevage	National	25.000.000
Appui à la pêche maritime et à l'aquaculture	National	6.000.000
Lutte phytosanitaire contre la mouche des mangues	National	15.000.000
Subvention de fertilisants	National	250.000.000
Subvention de semences	National	64.000.000
Appui à la mécanisation agricole	National	50.000.000
Appui aux cultures d'exportation	National	6.000.000
Réhabilitation de systèmes d'irrigation	National	15.000.000

VI- LES PROJETS EN COURS D'ELABORATION OU DE NEGOCIATION

Un certain nombre de projets sont en cours de négociation entre le MARNDR et des partenaires de la communauté internationale. Les plus importants de ses projets en termes de niveau de financement ou de durée sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Titre du projet	Source de financement	Montant (en Millions USD)	Zone concernée	Durée
Accès aux intrants et technologies agricoles	GAFSP	25	Nord, Nord-est, Artibonite, Centre	5 ans
Renforcement des services publics agricoles	GAFSP	10	Nord, Nord-est, Artibonite, Centre	5 ans
Intensification agricole	BID	80	Nord, Artibonite, Centre	5 ans
Adoption de technologies	BID	25	Nord, Artibonite, Centre	4 ans
Sécurisation foncière	BID	30	Nord, Artibonite, Centre	4 ans
Développement des filières	BID	30	Nord, Artibonite, Centre	5 ans
Divers projets dont Réouverture des Ecoles moyennes	USAID/USDA	?	National	?
Développement des filières	FIDA	20	Nippes	4 ans
Système de financement et d'assurances agricoles	ACDI	20	National	5 ans
Aménagement de BV	Norvège	30	Sud	3 ans

VII- PERSPECTIVES ET INDICATIONS POUR L'AVENIR

Les défis sont d'ordre conjoncturel et structurel. Il s'agit de **s'appuyer sur les résultats déjà obtenus** et de maintenir le cadre stratégique arrêté, en continuant à financer les urgences, en consolidant les acquis, en mettant à disposition des producteurs agricoles à prix subventionnés (en envisageant une diminution progressive) les intrants, les outils agricoles, du crédit, et en renforçant les capacités des agriculteurs et leurs organisations.. ...

Parallèlement, il faut **approfondir la réforme du secteur agricole**. L'un des plus grands défis du moment, c'est d'arriver à marier l'urgence au structurel pour déboucher sur un développement durable du secteur. La leçon à tirer des catastrophes de 2008, c'est la nécessité de prioriser une gestion rationnelle de l'environnement haïtien sur une période relativement longue en vue de sécuriser les investissements, réduire la vulnérabilité du pays, déboucher sur la croissance et réduire la pauvreté.

Un autre défi à surmonter consiste à **assurer le leadership du MARNDR dans le secteur**, garantir une coordination sérieuse des actions des différents intervenants au niveau du secteur, et mettre en œuvre la Politique de développement agricole et le Plan National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.

Pour relever ces défis, Haïti ne dispose certes pas de moyens suffisants, mais devrait **faire preuve d'agressivité et d'efficacité dans la recherche de financement** pour assurer la promotion et le développement de son agriculture.

Le Ministère devrait particulièrement s'appuyer sur le sous-secteur irrigué, sur les pistes rurales et la reprise en main de la plupart des fermes d'Etat et centres de formation. Le Gouvernement de la République et les Responsables du Ministère devront faire preuve de sens de responsabilités, d'esprit d'initiatives, d'imagination, de créativité et d'efficacité pour s'assurer de la poursuite des actions engagées, de l'obtention des résultats escomptés et de la satisfaction des producteurs et des acteurs œuvrant dans le secteur.

Très concrètement et plus spécifiquement, le Ministère de l'Agriculture devrait se soucier d'orienter son action dans les voies suivantes :

- ☐ Pilotage d'une agriculture à deux vitesses où le secteur privilégierait simultanément une double approche consistant à :
 - encourager le maintien des formes traditionnelles de l'agriculture
 - promouvoir une agriculture moderne, technologique et intensive
- ☐ Poursuite de la réforme et du renforcement institutionnel du MARNDR, avec une emphase particulière sur :
 - le renforcement de l'Unité d'Etudes et de Programmation et du Système de Suivi-Evaluation
 - le renforcement des services de terrain du MARNDR, notamment les Directions Départementales Agricoles et les Bureaux Agricoles Communaux

- le recrutement de Jeunes Cadres devant remplacer les professionnels devant partir à la retraite
- ☐ Formation de nouveaux cadres intermédiaires appelés à appuyer les ingénieurs-agronomes et les ingénieurs civils dans la mise en œuvre des programmes et projets, et à assurer sur le terrain un accompagnement proche des producteurs
- ☐ Appui à la création d'une classe d'entrepreneurs devant fournir les services nécessaires en amont de la production agricole et d'investir dans l'agro-business ou dans l'agro-transformation
- ☐ Changement de curriculum dans les Facultés d'Agronomie du pays pour une meilleure adaptation des offres de formation aux besoins du secteur
- ☐ Finalisation de la loi d'orientation agricole et sa soumission au Parlement à la plus prochaine rentrée parlementaire
- ☐ Soumission à la prochaine législature du Projet de loi sur le transfert de gestion des périmètres irrigués aux associations d'irrigants (AI).
- ☐ Préparation d'une proposition loi sur le statut de l'agriculteur haïtien
- ☐ Préparation d'une proposition de loi cadre sur les associations paysannes
- ☐ Poursuite du travail de sensibilisation par le Ministre de l'agriculture¹ au sein du Gouvernement pour s'assurer d'un financement substantiel et continu du secteur (10-15% du budget annuellement) sur une période plus au moins longue en vue d'atteindre l'objectif continental d'une Amérique Latine et Caraïbe sans faim d'ici 2025.

¹ Le travail de sensibilisation mené par le Ministre GUE a permis de passer de 4% (2008), à 6% en 2009 pour atteindre plus de 9% (budget d'investissement) pour l'exercice 2010-2011.

ANNEXE

**AUTRES PROJETS EN EXECUTION DANS LES DIFFERENTES
DIRECTIONS DEPARTEMENTALES AGRICOLES**

DEPARTEMENTS	PROJETS EN COURS	PARTENAIRES
ARTIBONITE		
GONAIVES	Gabionnage par endroits des berges de la rivière la Quinte	GOH
	Curage et reprofilage sur 1,600ml sur la quinte en aval et a 800 ml de Pont Gaudin	WINNER
	Curage sur la Quinte en aval et a 2,400ml de Pont Gaudin	BIT/GOH
	Rehabilitation du Drain de Ceinture Bienac	CHF
	Construction du drain de Morne Blanc a connecter avec le drain de Gatereau	CHF
	Rehabilitation drain ODPG/ Bigot	WINNER
	Rehabilitation du reseau d'irrigation de la basse plaine des Gonaives	GOH
	Amenagement de Bassins versants a Labranle et Bayonais	WINNER
ENNERY	Construction de deux routes agricoles a Passe Reine	GOH
	Protection des berges par gabionnage et maçonnerie de la rivière de passe Reine	GOH
	Construction de retenues collinaires	GOH/PIA

MARMELADE	Protection de la ville de Marmelade par la correction de réseau ra vinaire traversant la ville	GOH
ESTERE	Curage du drain principal de la riviere de l'Estere	GOH /Equateur
Vallée de l'Artibonite (toutes les 8 communes concernées)	Curage Manuel des canaux secondaires	GOH
	Curage mécanique des drains primaires	GOH
ST MARC	Correction et protection de la Ravine Blockhausss	GOH
VERRETTES	Curage et protection du dégraveur	GOH
	Rehabilitation du troncon de route agricole a Lalomas	GOH
CENTRE		
MIREBALAIS	Protection de la ravine de Desvarieux	GOH
	Protection de réseau ravinaire a Coupe Gorge, Sarazin et Wanny	GOH
Savannette	Construction de 8 km de routes agricoles (savannette –Hondo Valle)	GOH
	Correction de ravines a Colombier	GOH

Lascahobas	Réhabilitation et mise en valeur du système d'irrigation de Poulie, travaux de labourage	GOH
	Correction de ravines a Loncy	GOH
	Correction de ravines du sous bassin versants de Onde Verte	GOH
NORD	Correction de réseau ravinaire dans les 19 communes du Nord	GOH
Cap Haitien	Protection du Bassin Versant du morne Haut du Cap	GOH/UTE
Grand Riviere du Nord	Amenagement de Bassins Versants de la Grande Riviere du Nord	GOH/BID
	Curage et reprofilage de la Grande Riviere du nord	GOH
Limbe	Curage des canaux de drainage de la Ville du Limbe	GOH
	Construction de 8 km deroute agricole Camp-Coq à Massabiel	GOH
	Drainage et Aménagement e Bassins versants a Camp Coq	GOH
Acul du Nord	Protection de berges a Labruyere	GOH

NORD EST	Correction de Ravines dans les communes de Fort Liberte, Trou du Nord, Vallieres	GOH
Ouananminthe	Protection de bassins Versants des rivières Jassa-Lamatrie	GOH/UTE
Cavaillon	Curage et gabionnage pr la protection des berges sur la Ravine Solon et sur la rivière de Cavaillon	GOH
Cayes	Protection de berges, pose de gabions Brefette	GOH
	Curage, reprofilage, Gabionnage sur la Ravine du Sud à Laval et a Bourjolly	GOH
	Curage et Reprofilage de la rivière Lillet	GOH
Camp Perrin	Réhabilitation du barrage, la prise	GOH
Grand Anse		
Chambellan	Protection de berges et Gabionnage sur la rivière de Chambellan	GOH
Abricot	Réhabilitation de routes agricoles	GOH
Moron	Correction de Ravines	GOH
SUD EST	• Correction de réseau ravinaire dans plusieurs communes • Réhabilitation des infrastructures a la forêt des Pins	• GOH • GOH /UE (projet PET)

OUEST		
Croix des Bouquets	Réhabilitation de la prise sur bassin général	GOH
Arcahaie/Cabaret	Curage et reprofilage des rivières Bretelle, Matheux et courgeole	GOH/UTE
	• Curage/reprofilage de la rivière Matheux • Réhabilitation de l'ouvrage de prise d'irrigation et protection de berges sur la rivières Matheux	GOH/AFD
	Curage de canaux d'irrigation	GOH/AFD
Leogane	Curage et reprofilage, protection de berges des rivières Rouyonne et Momance	GOH
Grand Goave	Curage, reprofilage, protection en gabions de la rivière de Grand Goave	GOH